

COMMISSION DES RELATIONS
EXTÉRIEURESCOMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN

du

van

VENDREDI 25 MARS 2011

VRIJDAG 25 MAART 2011

Après-midi

Namiddag

La discussion des question est ouverte à 15 h 02 par M. François-Xavier de Donnea, président.

01 Question de M. Bruno Tuybens au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la ratification des conventions relatives aux droits de l'homme" (n° 2738)

01.01 Bruno Tuybens (sp.a): Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU rédigera en mai son Examen Périodique Universel (EPU) sur l'état de ratification des traités relatifs aux droits de l'homme. La Belgique n'est actuellement pas un bon élève en la matière. Au début de l'année parlementaire, j'ai déposé trois résolutions visant à demander la ratification de trois conventions en matière de droits de l'homme avant la fin de l'année. Ces trois résolutions viennent seulement d'être portées à l'ordre du jour de notre commission.

La première concerne le protocole facultatif à la convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (OPCAT). Cette convention signée par la Belgique le 24 octobre 2005 est entrée en vigueur en juin 2006. Toutefois, contrairement à plus de soixante pays, la Belgique ne l'a pas encore ratifiée. J'ai le sentiment que le problème est d'ordre communautaire. En Belgique, le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme s'est vu conférer à juste titre un statut B en vertu des Principes de Paris. L'absence de ratification par notre pays nous empêche de créer une commission nationale des droits de l'homme qui serait chargée de veiller à la mise en œuvre de l'OPCAT.

La deuxième résolution concerne le protocole n° 12 à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signé par notre pays en novembre 2000. En juin 2010, 18 pays – dont ne fait pas partie la Belgique – l'avaient déjà ratifié.

Une troisième résolution a trait au protocole optionnel au Traité des Nations Unies en matière de droits économiques, sociaux et culturels. Notre pays a joué un rôle important dans les négociations mais le texte n'a pas encore été ratifié. Nous avons signé le protocole le 24 septembre 2009. Entre temps, les signataires sont au moins au nombre de 33.

Nous espérons que le gouvernement – fût-il en affaires courantes – soumettra la ratification de ces protocoles au Parlement. Quel est l'état de la situation?

01.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): L'examen périodique universel aura lieu début mai à Genève mais je ne pense pas que la Belgique fera pâle figure. Notre pays a ratifié les traités importants. La complexité structurelle de notre pays entraîne souvent des retards, il est vrai.

En ce qui concerne le protocole facultatif à la convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le SPF Affaires étrangères n'a pas encore reçu de dossier préparatoire d'assentiment du SPF Justice. La création de l'organe concerné requiert non seulement une volonté politique à l'échelon fédéral mais aussi un dialogue institutionnel. M. Tuybens peut toujours interroger le ministre de la Justice à ce sujet.

En ce qui concerne le Protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le SPF Affaires étrangères n'a pas encore reçu non plus de dossier préparatoire d'assentiment du SPF Emploi mais le SPF est en train d'y pourvoir. Ce Pacte a été déclaré mixte par la conférence

interministérielle de politique extérieure le 19 mars 2009, ce qui signifie que tant le fédéral que les Régions et les Communautés sont compétents.

Pour ce qui regarde le protocole n° 12 à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales – qui a également été déclarée mixte –, mes services disposent cette fois d'un dossier d'assentiment. En raison de la démission du gouvernement en avril 2010, le Conseil des ministres n'a pas été en mesure de l'approuver. D'autres parlements compétents ne l'ont pas encore adopté non plus.

Il est de doctrine constitutionnelle qu'un Conseil des ministres en affaires courantes ne peut être saisi que de dossiers d'assentiment dont le caractère urgent de la ratification peut être démontré. Une telle saisine a déjà eu lieu à deux reprises: pour faire en sorte que le Benelux ait encore un fondement légal et afin d'apporter une modification au Parlement européen.

L'urgence des dossiers évoqués par M. Tuybens n'a pas été démontrée. M. Vande Lanotte, coreligionnaire de M. Tuybens, a déjà exprimé son inquiétude concernant le fait que le gouvernement en affaires courantes outre passe ses compétences. M. Tuybens serait-il d'un autre avis?

01.03 Bruno Tuybens (sp.a): Quand les services du ministre ont-ils reçu le dossier d'assentiment relatif au protocole n° 12?

01.04 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Je vais m'efforcer de vous fournir une réponse au plus vite.

01.05 Bruno Tuybens (sp.a): La réponse du ministre est une vraie réponse de comptable.

J'estime que même en période d'affaires courantes le ministre des Affaires étrangères devrait prendre davantage l'initiative. A-t-il déjà abordé la question avec d'autres ministres? La question a-t-elle déjà été inscrite à l'ordre du jour du Comité de concertation qui se réunit normalement tous les deux mois? Le sujet ne semble guère soulever beaucoup d'intérêt et notre pays essuiera dès lors certainement les critiques du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Nous ne pouvons pas nous cacher indéfiniment derrière un cadre institutionnel: de nombreux autres pays connaissent également des structures complexes. Je reste par conséquent sur ma faim.

01.06 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Le Comité de concertation ne se réunit pas en période d'affaires courantes. J'ai évidemment abordé le sujet avec les ministres compétents et je suis conscient des pressions de la société civile mais dans ma réponse j'ai surtout voulu m'attarder sur les résultats déjà enregistrés.

Il n'appartient évidemment pas à un ministre d'interroger un parlementaire mais je me demande tout de même si le groupe de M. Tobback est le cas échéant d'avis que le gouvernement en affaires courantes peut ratifier des traités dont l'urgence ne peut être démontrée.

01.07 Bruno Tuybens (sp.a): Espérons qu'un nouveau gouvernement soit formé le plus rapidement possible: il s'agit d'un souhait que le ministre partage certainement avec moi.

L'incident est clos.

02 Question de M. Stefaan Vercamer au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les décorations civiles décernées aux agents de tous les niveaux en récompense de leur ancienneté de service" (n° 3317)

02.01 Stefaan Vercamer (CD&V): Il y a quelque temps déjà, j'ai posé une question au sujet des distinctions et des ordres mais le ministre m'avait renvoyé à la ministre de l'Intérieur. Cette dernière me renvoie à son tour à lui.

Mme Turtelboom m'avait répondu que seul des agents statutaires sont décorés. Ce traitement différencié s'applique aux distinctions civiles comme aux ordres nationaux. Lorsque ces ordres ont été créés, vers la moitié du XIXe siècle, il n'existait évidemment pas d'agents contractuels. La ministre est disposée à

moderniser la loi mais me renvoie pour la modification du statut au ministre des Affaires étrangères compétent.

Que pense le ministre de cette discrimination? Comment peut-on gommer cette différence?

02.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): La distinction entre les ordres nationaux et les distinctions civiles est importante. L'attribution des ordres nationaux se fait sous la responsabilité politique du ministre des Affaires étrangères, conformément à la loi du 1^{er} mai 2006. L'attribution des distinctions civiles est réglée par arrêté royal et relève de la compétence de la ministre de l'Intérieur.

En ce qui concerne l'arrêté royal qui règle l'attribution des distinctions civiles, la ministre de l'Intérieur peut donc prendre une initiative pour mettre fin à la distinction qui est établie entre le personnel statutaire et le personnel contractuel.

La remise des distinctions honorifiques dans les ordres nationaux est réglée par la loi et en tant que ministre d'un gouvernement en affaires courantes il ne m'est pas possible de me prononcer sur une adaptation de cette loi. Personnellement, j'estime que la distinction entre contractuels et statutaires sur le plan de l'ancienneté de service n'est guère défendable mais je ne puis prendre d'initiative dans ce cadre.

Cette remise de distinctions honorifiques dans les ordres nationaux pour les fonctionnaires n'est d'ailleurs une réalité que depuis l'entre-deux guerres. Ils devaient auparavant se contenter de décorations civiques.

02.03 Stefaan Vercamer (CD&V): Je vais donc me tourner à nouveau vers la ministre de l'Intérieur pour ce qui est décorations civiques et j'attendrai l'entrée en fonction du nouveau ministre des Affaires étrangères pour ce qui est des ordres nationaux.

L'incident est clos.

03 Questions jointes de

- **Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la liberté de la presse en Turquie" (n° 3348)**
- **Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la répression de la liberté d'expression et de la liberté de la presse en Turquie" (n° 3414)**
- **Mme Özlem Özen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la liberté de la presse en Turquie" (n° 3505)**

03.01 Alexandra Colen (VB): Sept journalistes et deux écrivains ont été arrêtés en Turquie le 3 mars. Ces arrestations seraient liées aux critiques qu'ils ont émises concernant la position de force occupée par le mouvement islamiste Fethullah Gülen au sein de l'État turc. Deux autres journalistes ont été condamnés le 24 février à des peines de prison en raison de leur qualité présumée de membres d'une organisation illégale et de leur participation à une manifestation interdite en 2008.

Quel est le jugement porté par le gouvernement belge sur ces cas de restriction de la liberté d'expression et de la liberté de la presse en Turquie? Faisons-nous part aux autorités turques de notre inquiétude à ce sujet? Comment? Ces événements influenceront-ils sur le processus décisionnel européen relatif à l'éventuelle adhésion de la Turquie à l'Union européenne?

03.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): J'ai pris connaissance de l'inculpation récente de plusieurs journalistes. Je ne souhaite actuellement pas commenter ces cas individuels étant donné que les procédures judiciaires sont en cours. Je puis cependant confirmer que je partage l'inquiétude de la Commission européenne concernant la liberté de la presse en Turquie. Notre ambassade à Ankara suit attentivement ces développements. Selon les informations dont nous disposons, aucun journaliste belge ne réside à Ankara, tandis que deux sont présents à Istanbul.

Dans son rapport d'avancement le plus récent, publié en novembre 2010, la Commission européenne fait part de son inquiétude concernant le sort des journalistes qui font l'objet d'enquêtes judiciaires et de condamnations en Turquie. En décembre, le Conseil "Affaires générales" a appuyé unanimement les

recommandations formulées par la Commission. Nous avons fait savoir à la Turquie qu'en tant que candidate à l'adhésion, elle était tenue de poursuivre le processus de réformes y compris dans le domaine de la liberté de la presse.

Depuis l'entrée en fonction du premier ministre Erdogan en 2003, la Turquie prend de plus en plus conscience de sa qualité de puissance économique régionale au rayonnement international. Ce sentiment se reflète dans la politique étrangère menée par la Turquie. Les pays actuellement à la recherche d'un sursaut de démocratie au Moyen-Orient et en Afrique du Nord devront juger par eux-mêmes si la Turquie est apte à servir de modèle à cet égard.

J'ai plaidé auprès de mon homologue turc ainsi qu'au sein des instances européennes pour le renforcement du dialogue entre la Turquie et l'UE en vue de soutenir les aspirations démocratiques de la population arabe. Il importe évidemment de continuer à soutenir la Turquie dans sa volonté d'instaurer un modèle démocratique qui privilégie le respect des droits de l'homme. La perspective d'une adhésion à l'UE peut assurément constituer un stimulant dans ce cadre.

03.03 Alexandra Colen (VB): L'idée d'ériger la Turquie en exemple pour le reste du monde arabe est certes intéressante, mais nous ne pouvons ignorer cette évolution inquiétante sur le plan des entraves à la liberté dans ce pays.

L'incident est clos.

04 Questions jointes de

- **Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'arrestation de leaders iraniens de l'opposition" (n° 3409)**

- **Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la situation en Iran" (n° 3432)**

04.01 Alexandra Colen (VB): Les chefs de l'opposition iranienne, Mousavi et Karroubi, ont été arrêtés par le régime iranien. Celui-ci craint en effet que les troubles qui ont éclaté dans le monde arabe inspirent aussi l'opposition iranienne. Les deux leaders sont accusés d'être des contre-révolutionnaires et de s'être rendus coupables de haute trahison.

Quelle pression le gouvernement belge peut-il exercer sur le régime iranien pour mettre fin à l'emprisonnement des opposants politiques? Va-t-il effectuer des démarches pour faire condamner ces arrestations par l'UE et les Nations Unies?

04.02 Steven Vanackere, ministre (en néerlandais): La situation des droits de l'homme en Iran ne cesse de régresser: le nombre d'exécutions ne cesse d'augmenter et la répression se renforce.

Selon les autorités iraniennes, les chefs de l'opposition ont été placés en résidence surveillée. L'absence d'informations fiables à propos de leur situation est inquiétante. L'UE a exprimé cette inquiétude par la voie de Mme Ashton et a demandé que la liberté de mouvement des opposants soit respectée. L'UE a également indiqué qu'elle s'inquiète du sort des nombreux autres. Nous avons dit que les libertés de mouvement, d'expression et d'association ne peuvent être entravées.

Le 21 mars, le Conseil européen des ministres des Affaires étrangères a approuvé des conclusions claires concernant la situation des droits de l'homme en Iran. L'Union veut entretenir le dialogue tout en exerçant une pression.

L'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé fin 2010 une résolution très critique. Le Conseil des droits de l'homme à Genève a adopté hier, avec l'appui de la Belgique, une résolution demandant de désigner en Iran un rapporteur spécial des Nations Unies pour faire rapport sur les droits de l'homme en Iran.

04.03 Alexandra Colen (VB): Un tel rapporteur spécial est très certainement utile: dialogue et pressions doivent aller de pair pour atteindre un résultat.

L'incident est clos.

05 Question de M. Bruno Tuybens au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la protection des habitants du camp de réfugiés d'Ashraf" (n° 3467)

05.01 Bruno Tuybens (sp.a): Le camp de réfugiés irakien d'Ashraf, qui abrite quelque 3 400 Iraniens, subit depuis le début de 2009 les blocus du gouvernement irakien. Le même gouvernement a déjà mené une attaque violente contre le camp, faisant 11 morts et 500 blessés. Ces actions contre les habitants du camp sont justifiées par le fait que l'Organisation des moudjahiddin du peuple iranien (OMPI) figure sur la liste noire des organisations terroristes des États-Unis. Le Parlement européen ainsi que de nombreux parlementaires du monde entier, parmi lesquels la plupart des sénateurs belges, ont déjà exprimé leur soutien aux habitants du camp et demandé que les dispositions nécessaires en matière de sécurité soient prises. Il a déjà été demandé à l'ONU d'offrir des garanties en matière de sécurité aux habitants de ce camp.

Le gouvernement belge s'est-il suffisamment employé à encourager l'ONU? Le rapporteur du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour l'Iran se penchera-t-il également sur la question?

05.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Le rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Iran s'occupe des droits de l'homme dans le pays même et non des citoyens iraniens résidant dans d'autres pays.

Je regrette la situation qui existe actuellement dans le camp d'Ashraf et je plaide pour qu'un dialogue pacifique soit instauré afin de dégager une solution. L'ambassade belge à Amman a déjà fait part, à plusieurs reprises, de cette préoccupation aux partenaires européens présents en Irak. Mes services continueront à suivre ce dossier par le biais des contacts qu'ils entretiennent notamment avec le Haut Commissariat pour les réfugiés à Genève et avec la mission onusienne en Irak. L'Irak exerce l'autorité souveraine sur l'ensemble de son territoire, y compris le camp d'Ashraf. La Belgique souhaite que ce problème soit résolu conformément au droit international et aux droits fondamentaux de l'homme. L'Irak a en tout cas indiqué qu'il respectera le principe du non-refoulement et que, par conséquent, il ne renverra pas les résidents du camp contre leur gré vers l'Iran.

05.03 Bruno Tuybens (sp.a): Je m'en réjouis, ainsi que des efforts fournis par les postes diplomatiques belges sur place.

L'incident est clos.

06 Questions jointes de

- **M. Bruno Tuybens au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le rapport annuel de 'Human Rights Watch'" (n° 3468)**

- **M. Tanguy Veys au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le rapport annuel de 'Human Rights Watch'" (n° 3638)**

06.01 Bruno Tuybens (sp.a): Dans sa préface au Rapport mondial de *Human Rights Watch*, Kenneth Roth dénonce la trop grande inaction des pays occidentaux à l'encontre des États qui bafouent les droits de l'homme. Face à leur manque criant de bonne volonté, la pression politique et publique exercée est insuffisante. Or la récente abdication de Moubarak, par exemple, a démontré que la pression peut aboutir là où une approche tout en douceur échoue. C'est ainsi que les clauses relatives aux droits de l'homme que l'on inscrit dans les accords commerciaux bilatéraux peuvent constituer, à mon avis, des instruments de pression efficaces.

Que pense le ministre de l'analyse de M. Roth? Est-il exact que la Belgique et l'Union européenne adoptent trop souvent une attitude de négociation timide? Comment justifier une telle attitude? Le ministre est-il disposé à renforcer la pression politique sur les régimes impénitents? L'intégration de clauses relatives aux droits de l'homme dans les accords commerciaux bilatéraux ne pourrait-elle constituer un moyen efficace à cet égard?

06.02 Tanguy Veys (VB): Dans les analyses réalisées par *Human Rights Watch*, certaines zones de conflit reçoivent une attention beaucoup plus grande que d'autres. C'est ainsi que depuis la guerre de janvier 2009,

HRW a publié cinq rapports qui ont fait couler beaucoup d'encre sur Israël et les territoires palestiniens alors qu'en vingt ans, il n'a fait paraître en tout et pour tout que quatre rapports sur le conflit au Cachemire indien qui a pourtant déjà fait 80 000 morts au moins et dans le cadre duquel tortures et meurtres impunis sont monnaie courante. Si l'on en croit l'écrivain new-yorkais Noan Polak, HRW s'insurge quand des Palestiniens sont maltraités par Israël mais s'empresse moins de protester lorsque les auteurs de faits répréhensibles sont des collègues arabes. Ainsi, HRW consacrerait beaucoup plus de temps et d'énergie à dénoncer des anomalies dans les pays aux frontières ouvertes et dirigés par des régimes démocratiques qu'à signaler des dysfonctionnements dans les pays dirigés par des régimes verrouillés et autocratiques.

Le ministre en tiendra-t-il compte lors de sa lecture du rapport annuel de *Human Rights Watch*? Ce rapport annuel constitue-t-il pour lui un document objectif pouvant le guider dans sa politique?

06.03 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Le rôle de la société civile est crucial pour ce qui est d'inciter les États et les organisations internationales à faire preuve de fermeté dans leur politique étrangère dans le domaine de la protection des droits de l'homme. Je mets dès lors un point d'honneur à dialoguer avec la société civile. La responsabilité finale relève toutefois des politiques.

Pour définir sa politique étrangère, la Belgique se fonde sur une multitude de sources, parmi lesquelles les rapports des différentes organisations de défense des droits de l'homme. Nous évitons dès lors toute interprétation partielle. Il appartient aux États et à l'UE d'évaluer concrètement ce qui peut être réalisé sur le plan des droits de l'homme.

Il faut parfois des années voire des dizaines d'années pour réaliser certains progrès dans le domaine des droits de l'homme. Les événements récents dans le monde arabe sont autant le résultat d'une évolution interne au sein des sociétés concernées que des efforts incessants consentis par la communauté internationale.

Il relève du rôle des États d'exercer des pressions et de prendre des mesures en faveur des droits de l'homme. Les actions discrètes sont souvent plus efficaces que les déclarations grandiloquentes, les menaces et les sanctions.

Ces menaces et autres sanctions font bel et bien partie de l'arsenal de l'UE en cas de violations graves des droits de l'homme, comme en Iran par exemple. L'approche choisie par l'UE et la Belgique ne peut être considérée ni comme douce, ni comme dure. Notre politique, qui consiste à combiner l'ensemble des instruments, permet d'obtenir des résultats concrets, même si ces derniers semblent parfois tarder à se manifester. Cette vision à long terme consiste à écouter le peuple et à prendre en considération les circonstances spécifiques à chaque pays. Ceci étant dit, l'universalité des droits de l'homme reste bien entendu un principe inaliénable.

Au cours de la présidence belge de l'UE, notre pays a préconisé, de concert avec les services de Mme Ashton, une révision générale de la politique européenne en matière de droits de l'homme. Cette initiative, mise en œuvre en collaboration étroite avec la commission des droits de l'homme du Parlement européen et les organisations de la société civile, vise à assurer une intégration plus efficace, plus ciblée, plus cohérente et plus claire de la politique en matière de droits de l'homme dans l'ensemble des domaines de la politique étrangère de l'Union.

La Commission européenne est exclusivement compétente pour la mise en œuvre de la politique commerciale. Les accords de libre-échange les plus récents comportent des chapitres importants dédiés à l'État de droit, aux droits de l'homme, aux droits du travail, au développement durable et à la bonne gouvernance. Sous la présidence belge, ces principes ont encore été réitérés explicitement par le Conseil lors de l'élaboration d'une nouvelle politique européenne relative aux investissements internationaux.

06.04 Bruno Tuybens (sp.a): Je suis tout à fait d'accord avec vous pour dire que les aspects internes peuvent jouer un rôle plus important que la pression extérieure. Lors d'une réunion de PEN International, il a été annoncé qu'aujourd'hui, 450 millions de Chinois utilisent l'Internet et les médias sociaux. Il est important que les personnes qui veulent lutter – espérons-le de manière non violente – contre leur propre régime, se sentent confortées par une position ferme de la communauté internationale vis-à-vis de leur pays. Les ministres des Affaires étrangères et les institutions internationales doivent être très clairs dans leur

appréciation d'un régime violent afin que ce message puisse également parvenir aux opposants du régime par le biais des médias sociaux.

Il faut parfois attendre très longtemps avant que les choses bougent sur le plan des droits de l'homme, mais la communauté internationale peut manifestement se mettre très rapidement d'accord sur l'engagement de moyens militaires. J'apprécierai que l'on fasse preuve d'un dynamisme comparable lorsqu'il s'agit de réprimer les violations des droits de l'homme. Je partage l'analyse de M. Kenneth Roth selon laquelle l'UE réagit parfois de manière trop peu déterminée.

06.05 Tanguy Veys (VB): Je partage les préoccupations du ministre en ce qui concerne les droits de l'homme. Je n'ai certainement pas demandé de ne pas tenir compte de la société civile. J'ai simplement mis en garde contre une interprétation unilatérale. J'espère que cette objectivité se reflètera dans les choix politiques.

Je ne partage pas l'analyse de M. Tuybens concernant les médias sociaux, surtout lorsqu'il s'agit de la Libye. Peut-être partageons-nous cependant les mêmes préoccupations en ce qui concerne les droits de l'homme. À mon estime, on prend largement son temps et on se concerte longuement avant d'entamer une action militaire.

06.06 Bruno Tuybens (sp.a): J'éprouve toujours un sentiment d'amertume lorsque j'entends le Vlaams Belang parler des droits de l'homme.

L'incident est clos.

07 Questions jointes de

- **Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la situation à Bahreïn" (n° 3552)**

- **M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "les troubles persistants à Bahreïn" (n° 3571)**

07.01 Alexandra Colen (VB): Bahreïn est aspiré par le mouvement de l'histoire: des mouvements de protestations y ont été et y sont toujours réprimés dans la violence. La monarchie a été soutenue en cela par des troupes envoyées par des pays sunnites alliés, dont l'Arabie Saoudite.

Comment évolue la situation à Bahreïn? Combien de Belges y résident? Sont-ils en danger? Quelles mesures sont envisagées pour évacuer nos compatriotes?

07.02 Steven Vanackere, ministre (en néerlandais): La situation à Bahreïn reste floue. La communauté belge établie dans ce pays compte un peu moins de 200 personnes dont plusieurs sont déjà parties. Par ailleurs, les Affaires étrangères déconseillent de se rendre à Bahreïn et demandent aux ressortissants belges qui y séjournent toujours d'envisager de quitter le pays. Une évacuation n'est toutefois pas encore à l'ordre du jour.

Les conclusions européennes du 21 mars en appellent clairement aux autorités locales pour qu'elles fassent preuve de la plus grande réserve s'agissant de l'utilisation de la violence. Elles plaident également en faveur de la mise sur pied rapide d'un dialogue national constructif. Je me suis rallié à ces conclusions sous la forme d'une déclaration personnelle. Nous continuons en tout état de cause à suivre la situation de près.

L'incident est clos.

08 Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la situation au Yémen" (n° 3553)

08.01 Alexandra Colen (VB): La situation au Yémen est comparable à celle de Bahreïn. Des journalistes étrangers ont été expulsés du pays et des morts sont déjà tombés par dizaines la semaine dernière.

Comment évolue la situation? Combien y a-t-il de Belges au Yémen? Sont-ils menacés? Quelles mesures sont envisagées pour les évacuer?

08.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): La répression du mouvement de protestation du vendredi 18 mars 2011 au Yémen a coûté la vie à 52 personnes. Le président Saleh est de plus en plus isolé sur le plan politique dès lors qu'un certain nombre de militaires et de fonctionnaires de haut rang sont passés dans le camp des protestataires.

Le 21 mars dernier, le Conseil européen des Affaires étrangères a formellement condamné l'usage de la violence vis-à-vis des manifestants et a demandé qu'un véritable dialogue soit immédiatement instauré avec l'opposition.

Selon les informations dont nous disposons, douze Belges se trouvent actuellement au Yémen. Dès le 12 mars, nous avons conseillé à tous nos ressortissants de quitter le pays mais ils ont été peu nombreux à suivre cet avis. Notre consul honoraire à Sanaa nous a fait savoir que la situation sur le plan de la sécurité est stable pour nos compatriotes. Nous avons déjà conclu des accords concrets avec l'ambassade néerlandaise sur les actions à mener en cas d'urgence.

08.03 Alexandra Colen (VB): L'appel à ne pas réprimer par la violence des mouvements de protestation populaire est positif. L'Europe ne peut guère faire plus. Chaque pays a sa propre histoire et ses propres caractéristiques et la situation y évoluera dès lors de manière différente.

L'incident est clos.

09 Question de M. Tanguy Veys au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la nouvelle loi de la Knesset qui impose la transparence financière aux ONG bénéficiant d'un soutien financier de l'étranger" (n° 3637)

09.01 Tanguy Veys (VB): Une nouvelle loi israélienne prévoit que les organisations non gouvernementales qui reçoivent une aide financière octroyée par des gouvernements étrangers doivent en faire état. Contrairement à ce qu'affirment ses adversaires, cette loi n'est absolument pas antidémocratique. Elle a bénéficié d'un soutien important à la Knesset et elle vise à combler une lacune dans la démocratie israélienne. Les gouvernements européens versent chaque année 100 millions d'euros à des organisations qui dénoncent des malversations israéliennes. Le but de cette loi est simplement de faire en sorte que l'opinion publique sache que ces actions et communications sont soutenues financièrement par des gouvernements étrangers.

Sont concernées des organisations israéliennes telles que *Breaking The Silence*, *Yesh Din* ou *Public Committee Against Torture in Israel*. Les membres de ces organisations parcourent le monde pour faire passer un seul message: Israël est un pays de criminels de guerre. Certains collaborateurs de ces ONG sont des responsables politiques qui ne sont pas parvenus à obtenir un siège à la Knesset et qui tentent ainsi d'acquérir tout de même un peu de pouvoir.

Dans la plupart des pays européens, les détails de ces financements sont plus secrets que les plans militaires. Aucune audition parlementaire n'y est consacrée et le processus décisionnel n'est absolument pas transparent. Le risque d'un conflit avec le droit pénal des pays concernés existe dès lors, comme on l'a vu récemment encore au Canada.

L'approbation de la nouvelle loi israélienne offre la perspective d'une transparence accrue concernant le parrainage privé de l'étranger. En réponse à une question de Mme Brems, le secrétaire d'État Chastel a indiqué le 26 janvier que la commission d'enquête parlementaire n'avait pas encore clôturé ses travaux. Le ministre est-il à l'écoute des arguments que j'ai développés à ce sujet aujourd'hui?

09.02 Steven Vanackere, ministre (*en néerlandais*): Je connais les arguments que vient d'avancer M. Veys puisque l'UE et la Belgique ont suivi très attentivement ce processus législatif en Israël. La liberté d'association ainsi que l'indépendance et la transparence du financement des ONG constituant pour nous des principes essentiels, la Belgique se félicite que la législation israélienne sur les ONG renforce désormais les exigences de transparence en la matière.

L'UE et la Belgique ont régulièrement abordé ce thème auprès de leurs interlocuteurs israéliens en indiquant

que la proposition initiale risquait de mettre en danger le fonctionnement des ONG, notamment par le biais de la suppression de l'exonération fiscale. Les auteurs de la loi amendée ont tenu compte de ces observations et se sont limités à imposer des exigences de transparence supplémentaires en matière de financements publics. Certaines ONG déplorent le fait que les flux financiers provenant du secteur privé ne sont pas concernés par cette loi.

L'incident est clos.

10 Question de M. Tanguy Veys au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la suspension d'une loi en projet qui prévoit la restitution de propriétés privées saisies en Pologne pendant l'Holocauste ainsi qu'une compensation" (n° 3639)

10.01 Tanguy Veys (VB): En raison de la situation économique déplorable, le gouvernement polonais a décidé début mars de suspendre la mise en oeuvre d'une loi visant à régler la restitution et la compensation de biens privés, appartenant pour la plupart à des Juifs, qui ont été saisis entre 1939 et 1989, et notamment pendant l'Holocauste. Pourtant, cette restitution est une question de justice et offre en même temps une sécurité juridique à toutes les parties.

Le ministre a-t-il protesté auprès du gouvernement polonais contre la suspension de cette loi ou a-t-il fait des démarches pour qu'une telle action soit entreprise au niveau de l'UE?

10.02 Steven Vanackere, ministre (en néerlandais): Le Parlement polonais a en effet suspendu ses travaux concernant cette loi. Selon nos informations, aucun État n'a fait part d'une réaction officielle auprès des autorités polonaises s'agissant de cette suspension. La plupart des pays considèrent ce dossier comme une matière relevant de la politique interne de la Pologne et la Belgique n'a actuellement pas l'intention d'interpeller le gouvernement polonais à ce sujet.

10.03 Tanguy Veys (VB): Le secrétaire d'État américain chargé de la question de l'Holocauste, Stuart Eisenstadt, a quant à lui protesté contre cette suspension et ces protestations traduisaient la position officielle des États-Unis. Le ministre fait donc preuve d'une réelle légèreté et devrait veiller à ce que cette question soit à tout le moins abordée au niveau de l'UE.

10.04 Steven Vanackere, ministre (en néerlandais): Le groupe auquel appartient M. Veys devrait également nous expliquer ce qu'un gouvernement en affaires courantes doit et ne doit pas faire. Si M. Annemans considère que ce gouvernement transgresse les limites de ses compétences, les membres de son groupe ne devraient pas inciter le gouvernement à prendre certaines initiatives.

Le **président**: Vous avez raison.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 16 h 12.

De behandeling van de vragen vangt aan om 15.02 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer François-Xavier de Donnea.

01 Vraag van de heer Bruno Tuybens aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de ratificatie van mensenrechtenverdragen" (nr. 2738)

01.01 Bruno Tuybens (sp.a): Op de Universal Periodic Review (UPR) zal de VN-Mensenrechtenraad in mei rapporteren over de stand van zaken inzake de ratificatie van mensenrechtenverdragen. België is daar momenteel geen goede leerling. Aan het begin van het parlementaire jaar heb ik drie resoluties ingediend met de vraag om een drietal mensenrechtenverdragen te ratificeren voor het einde van dit jaar. Die drie resoluties zijn nu pas op de agenda van deze commissie gezet.

De eerste resolutie betreft het Optioneel Protocol bij het VN-Verdrag tegen folteren en andere wrede, onmenselijke en ontorende behandeling of bestraffing (OPCAT). Dat verdrag trad in juni 2006 in werking, België ondertekende het op 24 oktober 2005. Meer dan zestig landen hebben het al geratificeerd, ons land is

daar niet bij. Ik heb het gevoel dat dit een communautaire discussie is. Het Belgische Centrum voor Gelijkheid van Kansen en Racismebestrijding heeft volgens de Principes van Parijs terecht een B-status gekregen. We kunnen door het gebrek aan ratificatie geen werk maken van de Nationale Mensenrechtencommissie die moet toezien op de uitvoering van het OPCAT.

Een tweede resolutie gaat over Protocol nr. 12 bij het Europees Verdrag tot de bescherming van de rechten van de mens. Ons land heeft dit in november 2000 ondertekend. In juni 2010 hadden al 18 landen het geratificeerd, ons land is daar niet bij.

Een derde resolutie betreft het Optioneel Protocol bij het VN-Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten. Ons land speelde een belangrijke rol in de onderhandelingen, maar dit resulteerde nog niet in de ratificatie. We ondertekenden het protocol wel op 24 september 2009. Er zijn intussen al minstens 33 ondertekenaars.

Wij hopen dat de regering – al is zij in een periode van lopende zaken – de ratificatie van deze protocollen aan het Parlement wil voorleggen. Wat is de stand van zaken?

01.02 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Het Universeel Periodiek Onderzoek zal plaatsvinden begin mei in Genève, maar ik denk niet dat België daar zo'n slecht figuur zal slaan. Ons land heeft de belangrijkste verdragen wel degelijk bekrachtigd. De structurele complexiteit van ons land zorgt trouwens vaak voor vertragingen.

Voor het Optioneel Protocol bij het VN-Verdrag tegen foltering en andere wrede, onmenselijke of vernederende behandelingen of bestraffingen heeft de FOD Buitenlandse Zaken nog geen voorbereidend instemmingsdossier ontvangen van de FOD Justitie. De oprichting van dit orgaan vergt niet alleen politieke wil op federaal niveau, maar ook een institutioneel gesprek. De heer Tuybens kan de minister van Justitie daar altijd over ondervragen.

Ook voor het Optioneel Protocol bij het internationale Verdrag betreffende economische, sociale en culturele rechten heeft de FOD Buitenlandse Zaken nog geen instemmingsdossier gekregen van de FOD Tewerkstelling, maar die is daar wel mee bezig. Dit verdrag werd gemengd verklaard door de interministeriële conferentie Buitenlands Beleid op 19 maart 2009, wat betekent dat zowel het federale niveau als de Gewesten en de Gemeenschappen bevoegd zijn.

Voor Protocol nr. 12 bij het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden – dat ook gemengd is verklaard – beschikken mijn diensten wel over een instemmingsdossier. Door het ontslag van de regering in april 2010 kon de ministerraad dit niet goedkeuren. Ook andere bevoegde parlementen moeten dit nog goedkeuren.

Het is de grondwettelijke doctrine dat aan de ministerraad in een periode van lopende zaken enkel instemmingsdossiers worden voorgelegd waarvan de urgentie van de ratificatie kan worden aangetoond. Dit is al twee keer gebeurd: om ervoor te zorgen dat de Benelux nog een legale grondslag zou hebben en voor een aanpassing aan het Europees Parlement.

De urgentie van de door de heer Tuybens aangehaalde dossiers werd niet aangetoond. De heer Vande Lanotte, een partijgenoot van de heer Tuybens, sprak eerder al zijn bezorgdheid uit over het feit dat de regering van lopende zaken haar bevoegdheden te buiten gaat. Is de heer Tuybens een andere mening toegedaan?

01.03 **Bruno Tuybens** (sp.a): Wanneer hebben de diensten van de minister het instemmingsdossier voor Protocol nr. 12 gekregen?

01.04 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Ik probeer dit zo snel mogelijk te weten te komen.

01.05 **Bruno Tuybens** (sp.a): Het antwoord dat de minister me geeft, is echt het antwoord van een boekhouder.

Ik verwacht van een minister van Buitenlandse Zaken, ook al is hij in een periode van lopende zaken, toch

iets meer zin voor initiatief. Heeft hij de andere ministers hierop aangesproken? Werd dit al geagendeerd op het Overlegcomité dat normaal gezien om de twee maanden samenkomt? De interesse is blijkbaar gering, waardoor ons land zeker kritiek zal krijgen van de VN-Mensenrechtenraad. Wij kunnen ons niet eindeloos achter een institutioneel kader blijven verstoppen: veel andere landen zitten ook met een complexe structuur. Ik blijf dus op mijn honger.

01.06 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Tijdens de lopende zaken komt het Overlegcomité niet samen. Uiteraard heb ik hierover gesprekken gevoerd met de bevoegde ministers en ik ben me bewust van de druk van het middenveld, maar in mijn antwoord ben ik vooral willen ingaan op de resultaten die al werden geboekt.

Het is natuurlijk niet de bedoeling dat een minister een parlementslid ondervraagt, maar ik vraag me toch nog altijd af of de fractie van de heer Tuybens nu al dan niet vindt dat de regering van lopende zaken verdragen kan ratificeren waarvan de urgentie niet kan worden aangetoond.

01.07 **Bruno Tuybens** (sp.a): Laten we hopen dat er zo snel mogelijk een nieuwe regering komt: die wens delen de minister en ik alvast.

Het incident is gesloten.

02 **Vraag van de heer Stefaan Vercamer aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de burgerlijke eretekens voor dienstanciënniteit aan personeelsleden van alle niveaus" (nr. 3317)**

02.01 **Stefaan Vercamer** (CD&V): Ik heb een tijdje geleden al een vraag gesteld over de eretekens en orden, maar de minister heeft me toen doorverwezen naar de minister van Binnenlandse Zaken. Zij stuurt me nu terug.

Mevrouw Turtelboom zei me dat enkel statutaire personeelsleden worden gedecoreerd. Dat verschil in behandeling met de contractuele ambtenaren geldt zowel voor de burgerlijke eretekens als voor de nationale orden. Midden 19^{de} eeuw, toen de eretekens het licht zagen, bestonden er uiteraard nog geen contractuelen. De minister is wel bereid om de wetgeving te moderniseren. En voor die wijziging stuurt ze me dus naar de bevoegde minister van Buitenlandse Zaken.

Wat vindt de minister over deze discriminatie? Hoe kunnen wij dat verschil wegwerken?

02.02 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Het onderscheid tussen nationale orden en burgerlijke eretekens is wel degelijk belangrijk. De uitreiking van de nationale orden gebeurt onder de politieke verantwoordelijkheid van de minister van Buitenlandse Zaken, in overeenstemming met de wet van 1 mei 2006. De uitreiking van burgerlijke eretekens is geregeld bij KB en valt onder de bevoegdheid van de minister van Binnenlandse Zaken.

Voor het KB dat de burgerlijke eretekens regelt, kan de minister van Binnenlandse Zaken dus een initiatief nemen om het onderscheid statutair-contractueel uit te vlakken.

De eretekens in de nationale orden zijn bij wet geregeld en als minister van lopende zaken kan ik geen uitspraak doen over een aanpassing van die wet. Persoonlijk vind ik het onderscheid tussen contractuelen en statutairen op het vlak van dienstanciënniteit moeilijk te verdedigen, maar ik kan geen initiatief nemen in dit verband.

De nationale orden zijn er trouwens maar gekomen voor de ambtenaren tijdens het interbellum. Daarvoor moesten zij zich tevreden stellen met burgerlijke eretekens.

02.03 **Stefaan Vercamer** (CD&V): Ik zal dus opnieuw te rade gaan bij de minister van Binnenlandse Zaken voor de burgerlijke eretekens en ik wacht op een nieuwe minister van Buitenlandse Zaken voor de nationale orden.

Het incident is gesloten.

03 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Ingeborg De Meulemeester aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de persvrijheid in Turkije" (nr. 3348)
- mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de onderdrukking van de vrijheid van meningsuiting en de persvrijheid in Turkije" (nr. 3414)
- mevrouw Özlem Özen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de persvrijheid in Turkije" (nr. 3505)

03.01 **Alexandra Colen** (VB): In Turkije werden op 3 maart zeven journalisten en twee schrijvers gearresteerd. Dat zou verband houden met hun kritiek op de machtspositie binnen de Turkse Staat van de islamistische Fethullah Gülen. Twee andere journalisten werden op 24 februari veroordeeld tot celstraffen vanwege hun vermeende lidmaatschap van een illegale organisatie en hun deelname aan een verboden demonstratie in 2008.

Hoe beoordeelt de Belgische regering dit beknootten van de persvrijheid en de vrijheid van meningsuiting in Turkije? Hoe maken we onze bezorgdheid hierover kenbaar aan de Turkse autoriteiten? Zal dit alles een invloed hebben op de Europese beslissing om Turkije tot de EU toe te laten?

03.02 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Ik ben op de hoogte van de recente inbeschuldigingstelling van een aantal journalisten. Ik wens momenteel geen commentaar te geven over die individuele gevallen, aangezien de gerechtelijke procedures lopend zijn. Ik kan echter wel bevestigen dat ik de bezorgdheid van de Europese Commissie betreffende de persvrijheid in Turkije deel. Onze ambassade in Ankara volgt die ontwikkelingen van nabij. Volgens onze informatie verblijven in Ankara geen Belgische journalisten, wel zijn er twee in Istanboel.

In haar laatste vooruitgangsrapport van november 2010 heeft de Europese Commissie haar ongerustheid verwoord over het lot van journalisten die in Turkije onderworpen worden aan gerechtelijke onderzoeken en veroordelingen. In december heeft de Raad Algemene Zaken unaniem de aanbevelingen van de Commissie gesteund. We hebben Turkije erop gewezen dat het als toetredingskandidaat het hervormingsproces moet voortzetten, ook inzake persvrijheid.

Sinds het aantreden van eerste minister Erdogan in 2003 is in Turkije een groeiend zelfbewustzijn ontstaan dat Turkije een economische regionale macht van internationaal belang is. Dat heeft zich weerspiegeld in het Turkse buitenlandse beleid. Of Turkije een voorbeeldrol kan vervullen voor landen die in het Midden-Oosten en Noord-Afrika op zoek zijn naar meer democratie, zullen die landen zelf moeten beoordelen.

Ik heb er bij mijn Turkse collega en binnen de EU voor gepleit om een versterkte dialoog tussen Turkije en de EU op te zetten om zo de democratische verzuchtingen van de Arabische bevolking te steunen. Belangrijk is natuurlijk dat we Turkije blijven steunen in zijn streven naar een democratisch model met eerbied voor de mensenrechten. Het perspectief van een EU-toetreding kan daarbij zeker stimulerend werken.

03.03 **Alexandra Colen** (VB): Het is misschien wel een interessant idee om Turkije als voorbeeld te stellen voor de rest van de Arabische wereld, maar we mogen in geen geval blind zijn voor deze onrustbarende evolutie van vrijheidsbeperking in het land.

Het incident is gesloten.

04 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de arrestatie van Iraanse oppositieleiders" (nr. 3409)
- mevrouw Juliette Boulet aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de toestand in Iran" (nr. 3432)

04.01 **Alexandra Colen** (VB): De Iraanse oppositieleiders Mousavi en Karroubi werden door het Iraanse regime gearresteerd. Men is er immers bang dat de onrust in de Arabische wereld ook de Iraanse oppositie zou aansteken. De twee leiders worden ervan beschuldigd contrarevolutionairen te zijn en hoogverraad te

hebben gepleegd.

Hoe kan de Belgische regering druk op het Iraanse regime uitoefenen, opdat politieke tegenstanders niet zouden worden opgesloten? Zullen we stappen zetten om deze arrestaties te laten veroordelen door de EU en de VN?

04.02 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): De situatie van de mensenrechten in Iran wordt steeds slechter: de terechtstellingen en de repressie nemen toe.

Volgens de Iraanse overheid zijn de oppositieleiders onder huisarrest geplaatst. Het gebrek aan betrouwbare informatie over hun situatie is onrustwekkend. De EU heeft bij monde van mevrouw Ashton die bezorgdheid uitgesproken en respect gevraagd voor hun bewegingsvrijheid. De EU heeft ook gezegd zich zorgen te maken over het lot van talloze anderen. De vrijheid van beweging, van meningsuiting en van vereniging mag niet worden aangetast, zo hebben we gezegd.

Op 21 maart heeft de Europese Raad Buitenlandse Zaken duidelijke conclusies goedgekeurd met betrekking tot de mensenrechtensituatie in Iran. De Unie wil de dialoog levend houden, maar tegelijk ook druk uitoefenen.

De Algemene Vergadering van de VN heeft eind 2010 een heel kritische resolutie over de mensenrechtensituatie in Iran goedgekeurd. De Mensenrechtenraad in Genève heeft gisteren, met de steun van België, een resolutie goedgekeurd om een bijzondere VN-rapporteur over de situatie van de mensenrechten in Iran aan te stellen.

04.03 **Alexandra Colen** (VB): Zo een bijzondere rapporteur is zeker nuttig: dialoog en pressie moeten immers hand in hand gaan als men resultaten wil bereiken.

Het incident is gesloten.

05 **Vraag van de heer Bruno Tuybens aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de bescherming van de bewoners van het Ashraf-vluchtelingenkamp" (nr. 3467)**

05.01 **Bruno Tuybens** (sp.a): Het vluchtelingenkamp Ashraf in Irak, bevolkt door zowat 3.400 Iraniërs, heeft sinds begin 2009 te lijden van blokkades door de Iraakse regering. Diezelfde regering heeft ook al een gewelddadige aanval georganiseerd op het kamp met 11 doden en 500 gewonden tot gevolg. De acties tegen de kampbewoners worden verantwoord genoemd, omdat de Iraanse Volksmohajedin PMOI op de zwarte terreurlijst staat van de Verenigde Staten. Het Europees Parlement en talloze parlementsleden wereldwijd, waaronder de meeste Belgische senatoren, hebben al hun steun betuigd aan de kampbewoners en gepleit voor de nodige veiligheidsvoorzieningen. Oproepen werden gericht aan de VN om de bewoners van het kamp veiligheidsgaranties te bieden.

Heeft de Belgische regering wel voldoende ondernomen om de VN hiertoe mee aan te moedigen? Zal de rapporteur van de VN-Mensenrechtenraad voor Iran zich ook buigen over deze kwestie?

05.02 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Een rapporteur voor de mensenrechten in Iran houdt zich bezig met de mensenrechten in Iran zelf en dus niet met de Iraniërs elders in de wereld.

Ik betreur de situatie in kamp Ashraf en pleit voor een vreedzame dialoog om tot een oplossing te komen. De Belgische ambassade in Amman heeft al meermaals die bezorgdheid meegedeeld aan de EU-partners in Irak. Mijn diensten blijven de zaak opvolgen via contacten met onder andere het Hoog Commissariaat voor de Vluchtelingen in Genève en de VN-missie in Irak. Irak heeft het soevereine gezag over zijn hele territorium, met inbegrip van kamp Ashraf. België wenst voor dit probleem een oplossing conform het internationale recht en de fundamentele rechten van de mens. Irak heeft al wel gezegd dat het zich zal houden aan het principe van non-refoulement en de kampbewoners dus niet tegen hun wil zal terugsturen naar Iran.

05.03 **Bruno Tuybens** (sp.a): Daar ben ik blij om, alsook om de inspanningen die de Belgische

diplomatieke posten zich ter plaatse getroosten.

Het incident is gesloten.

06 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Bruno Tuybens** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het jaarverslag van Human Rights Watch" (nr. 3468)
- de heer **Tanguy Veys** aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het jaarverslag van Human Rights Watch" (nr. 3638)

06.01 Bruno Tuybens (sp.a): In het jaarrapport van Human Rights Watch van Kenneth Roth staat dat de Westerse landen te weinig daadkracht tonen ten aanzien van landen die de mensenrechten zwaar schenden. Tegenover een manifest gebrek aan goede wil wordt te weinig publieke en politieke druk ingezet. Nochtans heeft bijvoorbeeld het recente aftreden van Mubarak aangetoond dat pressie effect kan hebben waar een zachte aanpak faalt. Zo denk ik dat onder meer mensenrechtenclausules in bilaterale handelsovereenkomsten doeltreffende pressiemiddelen kunnen zijn.

Wat denkt de minister van de analyse van de heer Roth? Klopt het dat België en de Europese Unie te vaak kiezen voor de zachte onderhandelingsaanpak? Hoe is dat te verantwoorden? Is de minister bereid meer politieke druk uit te oefenen op hardleerse regimes? Kunnen de mensenrechtenclausules in handelsakkoorden daarbij geen handig middel zijn?

06.02 Tanguy Veys (VB): In de analyses van Human Rights Watch blijken sommige conflictzones veel meer aandacht te krijgen dan andere. Zo publiceerde Human Rights Watch vijf ophefmakende rapporten over Israël en de Palestijnse gebieden sinds de oorlog van januari 2009, terwijl er op twintig jaar tijd slechts vier rapporten verschenen over het conflict in het Indiase Kasjmir, dat nochtans al minstens 80.000 levens kostte en waar foltering en straffeloze moorden schering en inslag zijn. Volgens de New-Yorkse schrijver Noan Polak laat de organisatie wel van zich horen wanneer Palestijnen slecht behandeld worden door Israël, maar is ze veel minder geïnteresseerd wanneer de daders collega-Arabieren zijn. De organisatie zou aldus veel meer tijd en energie steken in het aanklagen van wantoestanden in open en democratische landen, waardoor wanpraktijken in gesloten en autocratische regimes te weinig aandacht krijgen.

Zal de minister hiermee rekening houden bij zijn lezing van het jaarverslag van Human Rights Watch? Is dit jaarverslag voor hem een objectief document dat mee een basis kan vormen om zijn beleid te sturen?

06.03 Minister Steven Vanackere (Nederlands): De rol van de civiele maatschappij is cruciaal om staten en internationale organisaties ertoe aan te zetten om zich zo robuust mogelijk op te stellen in hun buitenlandse politiek inzake het beschermen van de mensenrechten. Ik maak er dan ook een erezaak van om met dat middenveld in dialoog te treden. De ultieme verantwoordelijkheid komt echter de politiek toe.

België baseert zich voor zijn buitenlands beleid op een veelheid van bronnen, waaronder de rapporten van verschillende mensenrechtenorganisaties. We schuwen daarbij eenzijdige interpretaties. Het is de rol van de staten en van de EU om uit te maken wat er concreet kan worden verwezenlijkt op het vlak van mensenrechten.

Vooruitgang op het vlak van mensenrechten duurt jaren, soms zelfs decennia. De recente evenementen in de Arabische wereld zijn evenzeer het resultaat van een interne evolutie binnen die samenlevingen als van volgehouden inspanningen van de internationale gemeenschap.

Het is de rol van staten om druk uit te oefenen en maatregelen te nemen ten voordele van mensenrechten. Discrete acties zijn daarbij soms efficiënter dan ronkende verklaringen, dreigementen en sancties.

Zulke dreigementen en sancties maken wel deel uit van het arsenaal van de EU ingeval van zware mensenrechtenschendingen, zoals in Iran bijvoorbeeld. De aanpak door de EU en België is noch zacht noch hard te noemen. We volgen een politiek die alle instrumenten combineert en concrete resultaten aflevert, zelfs al lijkt dat soms veel tijd te vergen. Het gaat over een termijnvisie waarbij men naar de bevolking luistert en waarbij men rekening houdt met de specifieke omstandigheden in elk land. Maar de universaliteit van de mensenrechten is onaantastbaar natuurlijk.

Gedurende zijn Europese voorzitterschap heeft België samen met de diensten van mevrouw Ashton geijverd voor een algemene herziening van het Europese mensenrechtenbeleid. Die herziening, die in nauwe samenwerking met de commissie Mensenrechten van het Europees Parlement en de organisaties van de civiele maatschappij werd uitgevoerd, wil het mensenrechtenbeleid efficiënter, gericht, coherenter en duidelijker aanwezig maken in alle domeinen van de buitenlandse politiek van de Unie.

De Europese Commissie beschikt over een exclusieve bevoegdheid voor de uitvoering van het handelsbeleid. De meest recente vrijhandelsakkoorden bevatten belangrijke hoofdstukken over rechtsstaat, mensenrechten, arbeidsrechten, duurzame ontwikkeling en goed bestuur. Onder het Belgische voorzitterschap heeft de Raad die principes nog eens uitdrukkelijk herhaald bij de ontwikkeling van een nieuwe Europese politiek op het vlak van internationale investeringen.

06.04 Bruno Tuybens (sp.a): Ik ben het er absoluut mee eens dat interne aspecten een belangrijkere rol kunnen spelen dan externe druk. Op een bijeenkomst van PEN International werd meegedeeld dat vandaag 450 miljoen Chinezen sociale media en internet gebruiken. Het is belangrijk dat mensen die een – hopelijk geweldloze – strijd willen voeren tegen het eigen regime, gemotiveerd worden door een krachtdadige stellingname van de internationale gemeenschap over dat land. Ministers van Buitenlandse Zaken en internationale instellingen moeten heel duidelijk zijn in hun appreciatie van een gewelddadig regime, zodat opposanten deze boodschap ook horen via de sociale media.

Sommige wijzigingen inzake mensenrechten duren zeer lang, maar de internationale gemeenschap kan blijkbaar wel snel overeenkomen over de inzet van militaire middelen. Ik zou eenzelfde daadkracht bij mensenrechtenschendingen appreciëren. Kenneth Roth heeft gelijk met zijn analyse dat de EU soms te weinig daadkrachtig is.

06.05 Tanguy Veys (VB): Ik deel de bezorgdheid van de minister omtrent de mensenrechten. Ik heb er zeker niet voor gepleit om geen rekening te houden met de civiele maatschappij of het middenveld. Ik heb enkel gewaarschuwd voor een eenzijdige interpretatie. Ik hoop die objectiviteit terug te vinden bij de beleidskeuzes.

Ik deel de analyse van de heer Tuybens niet inzake sociale media, zeker niet als het over Libië gaat. Misschien vinden we elkaar wel in onze bezorgdheid om de mensenrechten. Ik meen dat er vaak nog veel tijd en overleg voorafgaat aan een militair ingrijpen.

06.06 Bruno Tuybens (sp.a): Ik proef altijd een wrange nasmaak wanneer ik vanuit het Vlaams Belang iets over mensenrechten moet horen.

Het incident is gesloten.

07 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de situatie in Bahrein" (nr. 3552)
- de heer Peter Luykx aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de blijvende onrust in Bahrein" (nr. 3571)

07.01 Alexandra Colen (VB): Bahrein wordt meegezogen in de spiraal van de geschiedenis: protesten werden en worden er met geweld onderdrukt. De monarchie kreeg daarbij de hulp van buitenlandse troepen uit bevriende soennitische landen, onder meer van Saudi-Arabië.

Hoe evolueert de situatie in Bahrein? Hoeveel Belgen verblijven er? Lopen zij gevaar? Welke maatregelen worden overwogen om landgenoten te evacueren?

07.02 Minister Steven Vanackere (Nederlands): De situatie in Bahrein blijft volatiel. De Belgische gemeenschap in het land bestaat uit net geen tweehonderd personen. Een aantal van hen is al vertrokken. Buitenlandse Zaken raadt bovendien alle reizen naar Bahrein af en vraagt de Belgen die nog in het land verblijven, te overwegen om het land te verlaten. Een evacuatie is echter nog niet aan de orde.

De Europese conclusies van 21 maart roepen de lokale autoriteiten duidelijk op tot terughoudendheid in het gebruik van geweld en tot een spoedige en constructieve nationale dialoog. Ik heb mij daar in een persoonlijke verklaring bij aangesloten. We blijven de situatie in elk geval op de voet volgen.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van mevrouw Alexandra Colen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de situatie in Jemen" (nr. 3553)

08.01 Alexandra Colen (VB): De situatie in Jemen is te vergelijken met die in Bahrein. Buitenlandse journalisten werden het land uitgezet en de voorbije weken kwamen er al tientallen mensen om.

Hoe evolueert de situatie? Hoeveel Belgen zijn er in Jemen? Lopen zij gevaar? Welke maatregelen worden overwogen om de betrokkenen te evacueren?

08.02 Minister Steven Vanackere (Nederlands): De repressie tegen de protesten van vrijdag 18 maart 2011 in Jemen heeft aan 52 personen het leven gekost. President Saleh geraakt politiek steeds meer geïsoleerd nu hooggeplaatste militairen en ambtenaren zijn overgelopen naar de betogers.

De Europese Raad voor Buitenlandse Zaken heeft op 21 maart het gebruik van geweld tegen betogers uitdrukkelijk veroordeeld en heeft opgeroepen tot een onmiddellijke en substantiële dialoog met de oppositie.

Volgens onze informatie verblijven er momenteel twaalf Belgen in Jemen. Sinds 12 maart raden we iedereen aan om Jemen te verlaten, maar weinig landgenoten hebben dit advies opgevolgd. Onze ereconsul in Sanaa meldt ons dat de veiligheidssituatie voor onze landgenoten status-quo blijft. We hebben al concrete afspraken gemaakt met de Nederlandse ambassade over acties in geval van acute nood.

08.03 Alexandra Colen (VB): De oproep om bevolkingsprotesten niet met geweld te onderdrukken, is positief. Europa kan niet veel anders doen. Elk land heeft zijn eigen geschiedenis en omstandigheden, dus zal de situatie in elk land ook anders evolueren.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer Tanguy Veys aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de nieuwe wet van de Knesset die financiële transparantie oplegt aan ngo's die financieel gesteund worden door het buitenland" (nr. 3637)

09.01 Tanguy Veys (VB): Een nieuwe Israëlische wet bepaalt dat niet-gouvernementele organisaties die financiële steun krijgen van buitenlandse regeringen, dat ook moeten melden. Die wet is zeker niet antidemocratisch, zoals wordt beweerd door de tegenstanders. De wet kreeg veel steun in de Knesset en wil een leemte in de Israëlische democratie opvullen. Europese regeringen schenken jaarlijks immers 100 miljoen euro aan organisaties die Israëlische malversaties aanklagen. De wet wil er alleen maar voor zorgen dat de publieke opinie weet dat deze acties en mededelingen financieel gesteund worden door buitenlandse regeringen.

Het gaat hier om Israëlische organisaties zoals Breaking The Silence, Yesh Din of het Public Committee Against Torture in Israel. De leden van die organisaties reizen de hele wereld rond om te vertellen dat Israël een land van oorlogscriminelen is. Sommige medewerkers van die ngo's zijn politici die er niet in geslaagd zijn om een zetel in de Knesset te halen en die zo toch nog wat macht proberen uit te oefenen.

In de meeste Europese landen zijn de details van die financieringen strikter geheim dan de militaire plannen. Er vinden geen parlementaire hoorzittingen over plaats en de besluitvorming is allesbehalve transparant. Daardoor bestaat de kans dat er een botsing is met het strafrecht van de landen in kwestie, zoals onlangs in Canada nog duidelijk werd.

Met de goedkeuring van de nieuwe Israëlische wet staat de deur nu open voor meer transparantie over private sponsoring uit het buitenland. In antwoord op een vraag van mevrouw Brems antwoordde staatssecretaris Chastel op 26 januari dat de parlementaire onderzoekscommissie haar werkzaamheden nog

niet had beëindigd. Heeft de minister daarbij ook oor voor de argumenten die ik hier vandaag naar voren heb gebracht?

09.02 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): De EU en België hebben dit wetgevende proces in Israël nauwlettend opgevolgd, dus ik ken de argumenten die de heer Veys hier heeft aangebracht. Vrijheid van vereniging, onafhankelijkheid en transparantie van de financieringsbronnen van ngo's staan voor ons centraal, dus België juicht het toe dat de ngo-wetgeving in Israël nu striktere transparantievereisten oplegt.

De EU en België brachten dit onderwerp geregeld ter sprake bij hun Israëlische gesprekspartners, omdat het initiële voorstel de werking van de ngo's in gevaar kon brengen, onder meer door geen belastingvrijstelling meer te geven. De geamendeerde wet houdt rekening met die bekommernissen en legt enkel bijkomende transparantievereisten op voor publieke bronnen van financiering. Private financieringsstromen blijven buiten schot, wat sommige ngo's betreuren.

Het incident is gesloten.

10 **Vraag van de heer Tanguy Veys aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "de opschorting van een geplande wet die voorziet in de teruggave en compensatie van tijdens de Holocaust in beslag genomen privé-eigendommen in Polen" (nr. 3639)**

10.01 **Tanguy Veys** (VB): Door de slechte economische toestand heeft de Poolse regering begin maart beslist om een geplande wet op te schorten die de teruggave en compensatie zou moeten regelen van voornamelijk joodse privé-eigendommen die in beslag werden genomen tussen 1939 en 1989 en in het bijzonder tijdens de Holocaust. Nochtans is zo een teruggave toch een kwestie van rechtvaardigheid en zorgt het ook voor rechtszekerheid voor alle partijen.

Heeft de minister geprotesteerd bij de Poolse overheid tegen de opschorting van deze wet of heeft hij stappen gezet om dit te doen op EU-niveau?

10.02 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Het Poolse Parlement heeft zijn werkzaamheden met betrekking tot die wet inderdaad opgeschort. Volgens onze informatie heeft geen enkele staat formeel gereageerd bij de Poolse overheid tegen die opschorting. De meeste landen beschouwen dit als een interne Poolse aangelegenheid en België heeft momenteel niet de intentie om de Poolse regering hierover te interpellieren.

10.03 **Tanguy Veys** (VB): De staatssecretaris voor Holocaustzaken van de Verenigde Staten, Stuart Eisenstadt, heeft wel degelijk geprotesteerd tegen de opschorting en zijn protest gold ook als officieel standpunt van de Verenigde Staten. De minister gaat hier dus toch wat te licht over en zou er moeten op toezien dat de kwestie minstens op EU-niveau wordt aangekaart.

10.04 Minister **Steven Vanackere** (*Nederlands*): Ook de fractie van de heer Veys moet eens uitmaken wat een regering van lopende zaken wel en niet behoort te doen. Als de heer Annemans vindt dat deze regering haar bevoegdheden te buiten gaat, dan hebben leden van diezelfde fractie de regering niet aan te sporen tot bepaalde acties.

De **voorzitter**: Dat klopt.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.12 uur.